



MAÎTRE DE L'OUVRAGE :
Commune des Fins, Place du 8 Mai, 25500 LES FINS

OPÉRATION :
Les Fins (25) : travaux de VRD 2019 / 2020

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)

TABLE DES MATIÈRES

O – OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	3
I - MISSION DE BASE	3
1.1-LES ETUDES D'AVANT-PROJETS.....	3
1.2 - LES ETUDES DE PROJET	3
1.3 - ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE DE L'OUVRAGE POUR LA PASSATION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX,.....	4
1.4- ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE.....	5
1.5 - LA DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX	5
1.6-L'ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE DE L'OUVRAGE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION AINSI QUE PENDANT LES PERIODES DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	7
II - <u>ELEMENTS DE MISSION COMPLEMENTAIRES</u>.....	8
ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	8

O – OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES :

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concerne le marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de VRD 2019 / 2020 aux Fins (25)

Le présent CCTP a pour objet de définir le contenu de la mission confiée au maître d'œuvre s'appuyant sur les dispositions définies dans l'annexe 1 à l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission du maître d'œuvre privé, ainsi qu'aux définitions du rôle du maître d'œuvre dans l'exécution des travaux précisées dans le CCAG travaux.

I - MISSION DE BASE :

1.1-LES ÉTUDES D'AVANT-PROJET :

Les études d'avant-projet ont pour objet de

- Vérifier les caractéristiques urbanistiques des zones (en particulier les servitudes) et adapter le programme en conséquence,
- Effectuer les relevés nécessaires des réseaux et voiries existants (profils en long en travers, diamètres, fils d'eau, etc.)
- Caler les implantations des réseaux en 3 dimensions
- Pré dimensionner les réseaux et VRD en tenant compte des prescriptions des concessionnaires
- Définir les éventuelles investigations complémentaires à réaliser et en fournir un cahier des charges permettant au maître d'ouvrage de consulter plusieurs opérateurs économiques (le maître d'œuvre devra également effectuer l'analyse et faire une proposition d'attribution motivée au maître d'ouvrage)
- Réaliser les plans d'AVP
- Établir les éventuelles autorisations d'accès, de voirie, etc.
- Effectuer un avant métré permettant de confirmer l'enveloppe dévolue aux travaux

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers à déposer, le cas échéant, en vue de l'obtention du permis de construire et autres autorisations administratives nécessaires et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance du maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'avancement des études fera l'objet d'un compte rendu régulier de la part du maître d'œuvre au maître d'ouvrage, ce dernier pouvant provoquer toute réunion auquel le maître d'œuvre devra être représenté par une ou des personnes susceptibles de l'engager. Afin de rendre un dossier abouti, le maître d'œuvre devra proposer au maître d'ouvrage des échanges réguliers et provoquer des décisions intermédiaires sur les choix à opérer au cours de cet élément de mission.

Au titre des études d'AVP, le maître d'œuvre devra également remplir et mettre à jour les demandes de renseignements (DT-DICT) auprès des concessionnaires réseaux

1.2 - LES ÉTUDES DE PROJET :

Fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projets approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes, et élévations les différents réseaux et leurs implantations. Toutes les prescriptions écrites ou graphiques doivent être de la plus parfaite neutralité par rapport aux matériaux, produits et équipements existants sur le marché et, sauf exception dûment justifiée, ne comporter aucune référence à un procédé de fabrication, à une provenance, à une marque, à un type de matériel, ...
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments (calage altimétrique et géométrique),
- demander, le cas échéant, les devis pour les prestations réservées aux concessionnaires
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet, permettant de constituer des pièces contractuelles du ou des futurs marchés de travaux, après avoir été le support principal de l'établissement des offres des entreprises
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par lot ou corps d'état, sur la base d'un avant-métré
- permettre au maître de l'ouvrage au regard de cette évaluation d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage,
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage,
- actualiser les déclarations de projet de travaux et prendre en compte dans ses études les éventuelles modifications liées aux réponses obtenues

La cohérence entre toutes les pièces doit être parfaitement assurée et les observations faites par chaque intervenant et validées par le maître d'ouvrage doivent être intégrées dans le dossier PRO et ses mises à jour.

En cas de marchés séparés, les limites de prestation doivent être clairement établies et rédigées en évitant tout oubli ou doublon. Un cahier des clauses communes à tous les lots sera rédigé, précisant tous les éléments nécessaires à la vie du chantier (mise en place, entretien, exploitation, fonctionnement des installations communes, gardiennage ou fermeture de chantier, gestion des déchets, ...)

L'avancement des études fera l'objet d'un compte rendu régulier de la part du maître d'œuvre au maître d'ouvrage, ce dernier pouvant provoquer toute réunion auquel le maître d'œuvre devra être représenté par une ou des personnes susceptibles de l'engager.

1.3- ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE DE L'OUVRAGE POUR LA PASSATION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX,

Cet élément de mission pourra intervenir en plusieurs fois, en fonction de la nécessité ou non de réaliser des travaux anticipés et/ou différés.

Sur la base des études approuvées par la maîtrise d'ouvrage, l'assistance à ce dernier pour la passation des contrats de travaux a pour objet de :

- préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre. Durant cette phase, le maître d'ouvrage correspondant seul avec les entrepreneurs candidats, le titulaire du présent marché lui communique les réponses aux questions d'ordre technique soulevées par les concurrents. Les communications entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage peuvent être assurées par mail.
- analyser les offres des entreprises, et s'il y a lieu les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation ; la partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux,

Au titre du DCE, le maître d'œuvre doit fournir les éléments suivants :

- cadre de décomposition du prix global forfaitaire. Celle-ci sera décomposée en postes, cohérents avec le cahier des clauses techniques particulières. Les quantités seront indiquées lorsque leur détermination résulte d'un simple comptage et ne nécessite pas que les études d'exécution aient été élaborées ;
- cadre vierge qui sera rempli par les entreprises afin qu'elles précisent dans le cadre de leur offre les marques et modèles de matériaux, produits ou équipements qu'elles s'engagent à mettre en œuvre en réponse aux éléments neutres figurant dans le dossier de consultation ;
- un calendrier prévisionnel, une note et plan d'organisation du chantier, et d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite compréhension de l'enjeu et de la complexité des travaux
- le ou les l'avis d'appel public à la concurrence (en indiquant notamment le découpage en lots, les délais, l'ouverture ou non aux variantes, les options, critères de jugement des candidatures et des offres ...) ;
- le cadre d'acte d'engagement permettant (en indiquant notamment le prix global forfaitaire, tous les prix de variantes obligatoires, délais, ...) ;
- le cahier des clauses administratives particulières adapté au cas particulier de l'opération, (notamment pour les délais, pénalités, pièces contractuelles, ...) ;
- le règlement de la consultation. (notamment les critères de jugement des offres, pièces à remettre, jugement des variantes le cas échéant, ...)

Le maître d'œuvre fournira toutes informations utiles à l'élaboration des autres pièces telles que le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pièces. Il s'assurera de leur cohérence avec le reste du DCE.

En cas de travaux anticipés et/ou différés, le DCE sera élaboré antérieurement au projet sur la base des études d'avant- projet, mais comportera tous les documents écrits et graphiques nécessaires à la parfaite compréhension des travaux et prestations à réaliser.

Au titre de l'analyse des offres, à partir des pièces qui lui sont présentées et sans prendre contact avec les entrepreneurs, le maître d'œuvre établit :

- la liste des points sur lesquels les offres ne seraient pas conformes au règlement de consultation (examen de la recevabilité formelle) ;
- Un rapport comprenant :
 - la liste des imprécisions, erreurs ou omissions relevées notamment dans les décompositions des prix forfaitaires ou cohérence de ces dernières avec l'acte d'engagement.
 - l'analyse comparative de chaque offre conformément aux critères de jugement des offres,
 - l'analyse détaillée de la liste précise des matériaux, produits et équipements avec indication des ajustements qui devraient être envisagés dans le cadre de la négociation ou mise au point du marché pour les offres retenues,

- l'analyse de chaque variante exigée des candidats ou variantes proposées à leur initiative, permettant au maître d'ouvrage de procéder au choix des options et variantes (aux frais du maître d'œuvre y compris si cela implique des études spécifiques complémentaires),
 - l'analyse des sous-traitants éventuellement proposés dans le cadre des offres,
- Ce rapport sera présenté au maître d'ouvrage avant toute présentation à une commission d'appel d'offres ou autre instance ad hoc. Le maître d'ouvrage pourra en imposer la forme.

En cas de nécessité, le maître d'œuvre pourra demander au maître d'ouvrage de faire préciser ou compléter leur offre par des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre devra assister à toute commission d'appel d'offres ou autre instance ad hoc, dès lors que sa présence sera demandée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit en outre respecter le caractère secret des prix consentis par les entrepreneurs attributaires des marchés, ces prix ne devant, en aucun cas, être communiqués aux autres concurrents.

Le choix définitif de l'entrepreneur à retenir appartient au maître d'ouvrage qui reste libre de suivre ou non les remarques du titulaire du présent marché.

Lorsqu'après mise en concurrence sur la base des études de projet, des variantes respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation ont été proposées par l'entrepreneur attributaire et acceptées par le maître de l'ouvrage, les études de projet doivent être complétées pour :

- assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'un permis de construire modifié ;
- établir la synthèse des plans et spécifications émanant, d'une part de l'avant-projet définitif établi par le maître d'œuvre, et d'autre part, des propositions de l'entrepreneur.

En cas de procédure négociée, le maître d'œuvre assistera le maître d'ouvrage. Il participera aux négociations utiles et ne devra prendre aucun contact avec les candidats. A l'issue des négociations, le maître d'œuvre rédigera un rapport complémentaire d'analyse des offres pour tenir compte de la teneur et du résultat des négociations.

Le maître d'œuvre devra assister à toute commission d'appel d'offres ou autre instance ad hoc, dès lors que sa présence sera demandée par le maître d'ouvrage.

En cas de mise au point du ou des marchés attribués, le maître d'œuvre assistera le maître d'ouvrage. Il rédigera la ou les annexes à l'acte d'engagement en fonction des décisions du maître d'ouvrage et de la teneur des discussions menées dans ce cadre avec la ou les entreprises concernées.

Dans le cas où le maître d'ouvrage déclarerait infructueuse ou sans suite une consultation, le maître d'œuvre devra mener la ou les procédures ultérieures, que ce soit pour une partie ou la totalité des travaux, au même titre et dans les mêmes conditions que la procédure initiale. Dans le cadre de ces procédures, il pourra être demandé au maître d'œuvre de procéder à des modifications du projet ou des autres pièces du DCE qui seraient de nature à favoriser un meilleur succès de la nouvelle procédure

1.4- ÉTUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE

Cet élément de mission correspond aux études d'exécution effectuées par le maître d'œuvre, sur la base des études de projet, avant la passation du ou des marchés de travaux. Le résultat de ces études d'exécution est destiné à faire partie du dossier de consultation sur la base duquel les entrepreneurs remettront leurs offres.

Toutes les études d'exécution seront réalisées par le maître d'œuvre. Les entreprises n'auront aucune étude complémentaire à effectuer autres que des plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier.

1.5 - LA DIRECTION DE L'EXÉCUTION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX :

Au titre de la mission « Direction de l'exécution des travaux », le maître d'œuvre assume toutes les tâches techniques et administratives qui lui incombent par les lois, décret et arrêté relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et du code du travail et cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (en tenant compte des éventuelles dérogations introduites dans le ou les marchés de travaux)

Cette mission a pour objet de

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées : Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du ou des marchés de travaux et ne peut y apporter seul aucune modification
- s'assurer que les travaux sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires. Les ordres de service doivent être écrits, numérotés et notifiés à l'entrepreneur avec date certaine (envoi recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé). Les ordres de service d'exécution du marché seront distingués de ceux relatifs aux délais, affermissement ou non de tranches conditionnelles, travaux modificatifs. Cette deuxième famille d'ordres de

services ne pourra être notifiée aux entrepreneurs sans avoir obtenu préalablement le visa du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre communique sans délai au maître d'ouvrage et à tout destinataire désigné par ce dernier une copie des ordres de service notifiés, en y faisant figurer la date de leur notification. Il conserve la preuve de la date de notification de chaque ordre de service.

- organiser et diriger les réunions de chantier : ces réunions seront obligatoirement hebdomadaires, l'interruption ou un changement de fréquence devront faire l'objet d'une demande motivée et seront soumis à l'accord écrit du maître d'ouvrage. À chaque réunion, le maître d'œuvre devra être représenté par une personne habilitée à l'engager pour l'ensemble de ses composantes, afin de garantir l'unicité d'action et de décision vis-à-vis de l'ensemble des intervenants. Chaque réunion doit faire l'objet d'un compte rendu précis, complet et circonstancié sur l'origine de chaque problème rencontré et la position de chaque intervenant. En cas de marchés séparés, le maître d'œuvre devra également assister aux réunions d'OPC.
- Suivre les modifications au projet. Toute modification dans la consistance des travaux, même sans incidence financière, ne peut intervenir qu'avec l'accord du maître d'ouvrage. Elle doit faire l'objet d'une fiche de travaux modificatifs (FTM) établie par le maître d'œuvre. Cette FTM sera remise au maître d'ouvrage afin que le maître d'ouvrage puisse adopter une position de principe en acceptant ou refusant la modification. En cas d'acceptation, le maître d'œuvre établira alors un ordre de service (ou projet d'avenant dans certains cas) après avoir obtenu un ou plusieurs devis si nécessaire en cas d'établissement de prix nouveaux. Aucun ordre de service ou ordre verbal d'exécution ne sera délivré aux entrepreneurs avant accord écrit préalable du maître d'ouvrage.
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux, les difficultés, les dépenses, les modifications, la sous-traitance, ... Des réunions régulières seront mises en place (hebdomadaires ou bimensuelles), un compte rendu étant établi par le maître d'œuvre.
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes. Dans le cas où une ou plusieurs pièces nécessaires au paiement ne sont pas fournies ou incomplètes, le maître d'œuvre doit notifier une suspension du délai de paiement au titulaire, par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Les états d'acompte sont transmis au maître d'ouvrage, ils sont notifiés accompagnés du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. Le maître d'œuvre adresse aux sous-traitants l'avis relatif aux sommes demandées à leur profit par l'entrepreneur titulaire. Le maître d'œuvre consultera le maître d'ouvrage préalablement à l'application de pénalités ou retenues encourues par les entreprises
- vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général. Le maître d'œuvre soumettra au maître d'ouvrage, préalablement à l'édition du décompte général, les pénalités et réfections encourues par l'entrepreneur, accompagnées de ses préconisations pour leur application. Il tiendra compte des décisions prises à cet égard par le maître d'ouvrage. Il ne communiquera en aucun cas aux titulaires des marchés de travaux les projets de décomptes généraux qu'il aura élaborés, ceux-ci étant transmis uniquement par le maître d'ouvrage.
- Préparer les avenants au(x) marché(s) de travaux,
- Gérer les demandes de sous-traitance : le maître d'œuvre devra transmettre au maître d'ouvrage, dans un délai de 5 jours calendaires comptés à partir de la réception du dossier, toute demande de sous-traitance accompagnée d'un avis motivé relatif à l'acceptation ou au refus du sous-traitant. Cet avis doit porter sur la régularité de la situation du sous-traitant, sa compétence et ses moyens ainsi que sur les conditions de paiement (en particulier la compatibilité de la rémunération prévue par rapport aux prestations sous-traitées). Dans le cas où la demande reçue serait incomplète, le maître d'œuvre devrait en informer par écrit le titulaire du marché en lui précisant que le délai de traitement de sa demande ne partira que de la réception du complément nécessaire ou d'un nouveau dossier.
- Contrôler les assurances des titulaires des contrats de travaux : le maître d'œuvre devra contrôler régulièrement que les titulaires des contrats de travaux sont bien assurés, de façon continue pendant toute la durée du marché et la période de garantie. Il exigera que les entreprises et intervenants produisent régulièrement les attestations d'assurance lui permettant de vérifier qu'ils sont bien assurés, de façon continue et signalera immédiatement toute anomalie au maître d'ouvrage. Une copie des attestations sera transmise au maître d'ouvrage à l'ouverture du chantier puis chaque année.
- Vérifier la régularité des titulaires de contrats : le maître d'œuvre exigera des titulaires des contrats de travaux qu'ils produisent tous les six mois, pendant toute l'exécution de leur marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du code du travail. Le maître d'œuvre signalera immédiatement toute anomalie au maître d'ouvrage. Il transmettra une copie de ces pièces au maître d'ouvrage.
- Hygiène et sécurité : conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG/PI, le titulaire du marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de la protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Ses tâches consistent notamment à accompagner le coordonnateur de sécurité lors des inspections communes qu'il organisera, mettre en œuvre les constations prévues à l'article 12 du CCAG/Travaux que lui demandera de faire le coordonnateur sécurité. En cas de difficulté ou de conséquences sur le contrat de travaux, le maître d'œuvre doit immédiatement en informer le maître d'ouvrage.

1.6-L'ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE DE L'OUVRAGE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION AINSI QUE PENDANT LES PERIODES DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT :

Cette mission d'assistance a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux, préparer les propositions de réception :

Les opérations préalables à la réception ne pourront débuter qu'après achèvement des travaux, c'est-à-dire que les ouvrages ne doivent pas être impropres à leur destination. Le maître d'œuvre ne pourra les commencer qu'avec l'accord exprès du maître d'ouvrage, lequel peut seul y mettre fin. Le maître d'œuvre devra dresser la liste exhaustive des imperfections éventuelles ainsi que de tous les écarts entre les prestations contractuelles et celles réellement exécutées.

Le maître d'ouvrage peut assister aux OPR, et signaler au maître d'œuvre des imperfections ou écarts que le maître d'œuvre n'aurait pas relevés. Ce dernier doit en tenir compte dans la proposition de réception. Cette proposition doit également comprendre un délai laissé pour lever chaque réserve. Ce délai doit être réaliste et compatible avec la nécessité de mise en service des ouvrages. Le maître d'œuvre adresse ensuite régulièrement un état constatant l'état de chaque réserve.

Le maître d'œuvre transmettra la proposition de réception au maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, la proposition du maître d'œuvre ne sera transmise à l'entrepreneur qu'après accord du maître d'ouvrage. De plus, certaines réserves pourront faire l'objet de propositions de réfaction pour lesquelles le maître d'œuvre devra établir des propositions motivées.

- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux. Le maître d'œuvre veillera scrupuleusement à ce que les entrepreneurs les lèvent correctement et dans les délais, tout en respectant les exigences de fonctionnement du bâtiment et de ses occupants
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage et de tenir à jour un état récapitulant les désordres signalés, leur date de signalement, les travaux correctifs réalisés par le ou les entrepreneurs, la date du constat d'exécution de la reprise par le maître d'œuvre. Dès qu'un désordre est signalé, le maître d'œuvre doit dresser un constat assorti de son avis, saisir la ou les entreprises concernées et définir les modalités d'intervention, veiller au bon déroulement de l'intervention (délais, qualité, ...), informer le maître d'ouvrage de l'avancement de la résolution du désordre.
- Assurer son rôle de maître d'œuvre (rédaction du cahier des charges, analyse des propositions, suivi des travaux, etc.) dans le cas où un entrepreneur serait défaillant pour lever une réserve ou pour intervenir dans le cadre de la garantie de parfait achèvement et si le maître d'ouvrage décide de faire exécuter des prestations par un tiers aux frais et risques de l'entrepreneur.
- Un mois et demi au plus tard avant la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA) le maître d'œuvre organise une visite de fin de délai d'achèvement des travaux. Au cours de cette visite qui réunit maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés et qui n'auraient pas reçus de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre notifie le procès-verbal de la visite de fin de parfait achèvement aux entrepreneurs concernés et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum qui ne peut être inférieur à quinze jours et ne peut être supérieur au délai restant à courir jusqu'à l'expiration du délai de garantie diminué de quinze jours.

Si besoin, sur proposition du maître d'œuvre, une décision de mise en demeure est notifiée à chaque entrepreneur concerné.

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à l'invitation du maître d'œuvre ou (et) à la mise en demeure du maître d'ouvrage dans le délai prescrit, le maître d'œuvre le convoque en vue d'une constatation de non achèvement des ouvrages.

La constatation de non achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et l'entrepreneur ; si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention. La procédure de constatation de non achèvement doit être organisée par le maître d'œuvre au plus tard dix jours avant la fin du délai de garantie.

- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des

travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises. Toute réclamation formulée par l'entrepreneur est instruite par le maître d'œuvre dans un rapport à fournir en 3 exemplaires et faisant ressortir : l'origine de la réclamation, l'historique des événements liés à cette réclamation (ordres de service, constats, etc.), l'analyse technique, juridique et financière au regard du marché de travaux, la proposition de réponse avec ses conséquences financières.

II – ÉLÉMENTS DE MISSION COMPLÉMENTAIRES.

ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Le décret n° 93 – 1268 du 29 novembre 1993 - Article 10 définit le contenu réglementaire de l'élément OPC.

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, et auprès du Maître d'œuvre, des entreprises et fournisseurs, et d'une manière générale, de tout intervenant concerné par la réalisation des ouvrages. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant pour chacun de son statut et de ses obligations propres.

Il met en œuvre toute sa compétence, ses soins et sa diligence afin de satisfaire à ses obligations en vertu du présent marché.

Il est chargé d'une manière générale d'harmoniser, de suivre et d'entreprendre toutes actions nécessaires au déroulement de l'opération :

- suggérer les décisions qui s'imposent dans un souci d'anticipation d'éventuelles difficultés relatives aux délais,
- informer les intervenants des mesures prises et / ou à prendre,
- résoudre les difficultés éventuelles dans le but de faire respecter les clauses des marchés de travaux pour ce qui concerne le déroulement des travaux, et de fournir au maître d'ouvrage le bâtiment souhaité avec le niveau de qualité requis et dans les délais impartis.

La mission d'OPC comporte la mise en place d'outils adaptés, permettant une saisie aisée et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Il doit détecter rapidement et précisément toutes les anomalies afférentes à sa mission et faire, à qui de droit, les remarques consécutives qui seront soumises préalablement à l'appréciation du maître d'ouvrage en cas d'incidence sur les contrats.

Il propose au maître d'ouvrage, en tant que de besoin, toute mesure particulière à prendre.

Au cas où des modifications de programme ou de prestations apparaîtraient nécessaires, il a à apprécier si, et dans quelles mesures, ces modifications impactent les délais des tâches et le délai global, et communiquer son avis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.